

RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'U.A.S.

L'UAS, réunie en A.G. les 5 et 6 Septembre 1970 à CHEF-BOÛTONNE (Deux Sèvres), après avoir analysé l'état de l'implantation de notre tendance dans la classe ouvrière et dans les régions,

après avoir examiné le problème posé par le regroupement national des "*Anarcho Syndicalistes et Syndicalistes Révolutionnaires Antiautoritaires*" (ASRAS) décide:

- 1- de fusionner avec l' "*Alliance Syndicaliste*",
- 2- que le bulletin l' "*Anarcho--Syndicaliste*" continue de paraître en se transformant officiellement en tribune libre de discussion des anarcho-syndicalistes.

L'intégration complète de ce bulletin dans l'*Alliance syndicaliste* sera étudiée ultérieurement au cours d'une réunion nationale. L'A.G. de l'UAS fait appel à tous les militants anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires antiautoritaires pour hâter le regroupement de notre tendance, pour renforcer l'impact des idées socialistes libertaires dans la classe ouvrière.

L'A.G. demande qu'une prochaine conférence nationale de l'alliance syndicaliste examine très attentivement la parution d'un journal d'action et d'expression anarcho-syndicaliste? journal dont les camarades ont besoin dans les entreprises.

Les camarades qui ont participé à cette A.G. sont convaincus que cette fusion contribuera au regroupement de tous les syndicalistes révolutionnaires antiautoritaire étape indispensable à la constitution d'un mouvement ouvrier authentique.

(La commission nationale de liaison organise un premier congrès de l'Alliance syndicaliste (ASRAS) le samedi 3 octobre à Paris).

SYNDICALISME ET ANARCHO-SYNDICALISME...

De tous temps, même du temps de Pelloutier le syndicalisme a été simultanément réformiste et révolutionnaire.

Réformiste par sa fonction même fatalement autorégulatrice des luttes ouvrières, récupératrice et canalisatrice de n'importe quel mouvement spontané ou comme l'on dit maintenant "sauvage".

Mon propos ne vise pas à justifier les centrales syndicales qui se comptent presque sur les dix doigts tellement les sigles finissant par T, comme travail ou travailleurs foisonnent, mais à préciser dans quel sens doit s'effectuer notre "présence" dans les syndicats ou au contraire notre non-participation active à l'intérieur ou à l'extérieur des dits syndicats.+

Contrairement à Guy Mériqot, je pense que le syndicalisme révolutionnaire n'est pas mort en 1914 ou après la 1ère guerre mondiale. Il a survécu dans la CGTU de 1921 à 1935, même quand cette centrale issue de la scission voulue par les bolchevistes dès le congrès de Lille (1921) est devenue une annexe du parti communiste. La CGT actuelle pareillement depuis 1944, dès avant la libération.

Dans la CGT réunifiée de 1936 au congrès de Toulouse, l'influence faible des syndicalistes se faisait sentir dans l'Enseignement, les PTT, le Livre et même les Ports et les Docks.

Bien sûr, la CGT de Jouhaux et de Frachon a joué le jeu du Front populaire à Matignon le 7 Juin 1936. et après cette date mais encore une fois il subsistait des "minorités agissantes" dans toutes les usines de la Région Parisienne n'est-ce pas Félix Guyard, Florestan Malfatti et Georges (*nom illisible*) témoins de cette période féconde en militants actifs, courageux et réfléchis?

Le nombre importe-peu pour déclencher un mouvement d'envergure et les 300.000 syndiqués à la CGT d'avant 14 avaient plus de gueule que les 3 millions d'outre-Vosges, même si Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg animaient le courant révolutionnaire opposé à la boucherie européenne.

J'ai de la sympathie pour le mouvement spartakiste de 1918-1919 qui avait une autre allure que les sociaux-démocrates et bolcheviks réunis, mais ce mouvement révolutionnaire de la Commune de Berlin était par sa tentative malheureuse voué à l'échec. Cela refroidit singulièrement les plus chauds partisans de la "spontanéité ouvrière". Les Communes de Budapest (1919) et de Cronstadt (1921) n'ont fait que continuer un combat non dénué de grandeur mais un combat perdu d'avance puisque les forces conjuguées de la réaction internationale et du bolchevisme s'étaient liguées contre tout mouvement révolutionnaire issu de la base ou des "masses" au sens bakouniniste.

Le syndicalisme révolutionnaire a poursuivi son petit bonhomme de chemin en France comme en Espagne, l'année 1934 illustrant fort bien en événements tragiques (grèves des Asturies, grève générale après le 6 février, célèbre dans les annales de la IIIè République).

Je ne dis pas que le syndicalisme révolutionnaire a été le fait marquant de cette période car l'on me rétorquerait avec juste raison plutôt le mythe du Front Populaire en Espagne comme en France. D'ailleurs Guy Mériqot doit le savoir, il y avait avant "la promotion Blum" fort peu de syndiqués à la CGT en 1936 et encore moins de syndicalistes? Après le flux vient le reflux.

La seconde guerre mondiale de 1939-1945 a laminé le peu de militants conscients et organisés et en 1945 nous n'étions qu'une infime minorité pour oser résister au parti communiste tout-puissant. "L'Ecole Emancipée", "la Révolution prolétarienne", "Le Combat syndicaliste", "le Libertaire" ou "la Vérité" représentaient ensemble peut-être 1% des cinq millions de syndiqués à la fin de 1945 ou au début de 1946.

Le mythe gaulliste allait faire ses ravages jusque dans nos milieux puisque Pierre Besnard était sollicité par de Gaulle comme titulaire du ministère du Travail au lieu et place du communiste se disant syndicaliste Ambroise Croizat (1901-1951).

Le syndicalisme révolutionnaire en France a été depuis cette période d'après-guerre, un faible lumignon mais il a donné entre autres: juillet 1946 : grève des postiers, janvier 1947: grève de la presse parisienne (imprimerie); avril-mai 1947: grève chez Renault entraînant le départ forcé des ministres communistes (Thorez & Cie).

À Nantes et à Saint-Nazaire, il est resté vivace de 1948 à 1968 un peu grâce à Alexandre Hébert, beaucoup grâce à l'opiniâtreté bien bretonne des travailleurs héritiers des bonnes traditions anarcho-syndicalistes, et de l'héritage d'un Pelloutier.

Relisez "*L'HOMME REVOLTE*" d'Albert Camus et lisez le livre-enquête récent: "*les Ouvriers*" de Philippe GAVI publié aux éditions du *Mercur de France*, prix: 19 F, vous serez, comme moi, convaincu que l'anarcho-syndicalisme est entré dans les moeurs en Loire-atlantique depuis un siècle.

Certes le syndicalisme révolutionnaire a échoué dans les trois expériences suivantes: CGTU (1921 à 1935), CGT-SR (1926 -1939); CNTF (1946 - ...).

Mais à la CGT même il y a des survivances d'anarcho-syndicalisme, Frachon dixit. L'explosion sociale de Mai et Juin 1968 démontre que Guy Merigot tout comme notre camarade Dury de la Mayenne n'ont pas raison de gueuler contre les syndicats aujourd'hui ou contre les syndicalistes révolutionnaires. Les conseils ouvriers, je veux bien mais je suis sceptique sur leur influence réelle en 1970.

Si au lieu d'être correcteur syndiqué à la Fédération française des travailleurs du Livre (CGT) j'étais enseignant, je serais militant actif de l'Ecole Emancipée et mènerais la vie dure aux politicards des syndicats tout en pratiquant une pédagogie libertaire. Minoritaires, nous sommes, minoritaires nous devons rester avec dans notre besace de puissants outils, véritables pelles et pioches de démolisseurs de la vieille société hiérarchisée et pourrie par l'argent. Le veau d'or est encore debout mais pour combien de temps?

Si j'étais militant actif de l'Ecole Emancipée - dis-je - je n'empêcherais nullement les trotskards de Lambert ou de Krivine à y militer mais je leur tiendrais tête partout pour que l'on évite de satelliser l'Ecole Émancipée par rapport à l'OCI (hier) ou la Ligue Communiste (demain si l'on n'y prend garde). L'EE à la peau dure, c'est vrai.

Révolutionnaires dans le syndicat pardi, en tenant compte de la différence essentielle entre un syndiqué cotisant, cochon de payant et un syndicaliste qui soit autre chose qu'un délégué ou un permanent appointé mais selon la définition même du petit Larousse: "*personne qui milite dans un syndicat*".

Depuis le 27 mai 1968, il convient d'être prudent à l'égard des directions syndicales, ce que Gérard Escoubet appelle les bonzocraties. A mon grand regret, les bonzes existent encore deux ans après MAI et JUIN 68 mais ils ont perdu leur pouvoir absolu précisément grâce aux syndiqués et non-syndiqués entrés dans la mêlée sociale.

Lecoin a raison à propos de MAI: "*Dans vingt ans, les jeunes qui y ont participé s'en souviendront parce que c'est la jeunesse ouvrière qui a surtout secoué les bonzes syndicaux qui s'endormaient*". Elle les a réveillés m'a précisé le vieil anar.

Le syndicalisme révolutionnaire a joué son rôle en août 1953 aussi bien qu'en mai 1968, à la différence qu'en quinze ans le nombre de grévistes a doublé de 4 millions et demi à 9 ou 10 millions dont cinq-six millions d'enthousiastes.

"L'ANARCHO-SYNDICALISTE" atteint ce jour 1er septembre son centième numéro et sa dixième année d'existence. Je proposerai d'accord avec nos camarades parisiens de l'*Alliance syndicaliste* et l'historien Dommanget un nouveau titre et une nouvelle série: "L'INTERNATIONALE SYNDICALISTE" organe de l'*Alliance syndicaliste révolutionnaire* et anarcho-syndicaliste.

Albert SADIK.

OPINIONS SUR LES SYNDICATS...

Ecole Emancipée (n° 13- spécial mars 1970 - page 28):

"A travers les milliers de grèves de l'Europe Occidentale des derniers mois, les lignes de force apparaissent. Même si les travailleurs attendent encore des délégués syndicaux et du syndicat qu'ils conduisent la grève, qu'ils mènent les pourparlers, ils exigent aussi qu'ils rendent des comptes de tout. Les syndicats utilisent ce niveau balbutiant de l'autonomie, mais ils apparaissent de plus en plus aux yeux des jeunes travailleurs, comme extérieurs au prolétariat comme des bureaux de discussion d'élaboration des propositions patronales qu'ils viennent soumettre, en les défendant comme leur oeuvre aux grévistes. C'est bien une tendance à l'autonomie des luttes à laquelle nous assistons même si le syndicat réussit presque partout encore à faire admettre son sérieux, son autorité et sa représentativité".

Bertrand(SNI), Bouillé (SNES), JOSSE (SNI).

Lutte de classe (Groupe de liaison pour l'action des travailleurs - Août 70):

"Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites "sauvages" ou à travers la formation de Comités de base malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale".

Révolution Prolétarienne (Juin 1970, page 17):

"En 1936, les bonzes réformistes et staliniens de la CGT faisaient des efforts désespérés pour maîtriser le mouvement qui les avait complètement débordés... Aux compteurs de Montrouge ce sont les inorganisés qui nous ont poussés dans la grève. Et mes copains de chez Renault; Farman, L.M.T., etc..., m'ont informé qu'il en était de même chez eux".

.../...

"Inutile de revenir sur la fameuse déclaration de Thorez: "il faut savoir terminer une grève". Elle est connue et c'est parce que Ferrat n'était pas d'accord qu'il a été exclu de la direction du P.C.

Une autre déclaration l'est moins, c'est celle du ministre socialiste Salengro, le 7 juin 1936 au Sénat: "Le gouvernement est résolu à assurer l'ordre public et si, demain, des occupations de magasins, de bureaux, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement par tous les moyens appropriés entend y mettre un terme". A la suite de quoi des centaines de "gauchistes" d'alors, qui voulaient pousser le mouvement plus avant, furent arrêtés".

Maurice Lime.

"En 1936 les ouvriers inorganisés se montraient plus exigeants que les militants syndicaux qui ont joué surtout un rôle de conciliateurs et même de freineurs. Etait-il possible d'arracher davantage? Il est permis de le penser".

Charbit.

N.B. Ces passages sont extraits d'un article comparant 1936 et 1968-70.

I.C.O. (Informations, Correspondances ouvrières -mars-avril 70):

En Suède: "Il n'y a plus aucune différence entre patrons et syndicats; par exemple le syndicat des journalistes partage son siège central avec le syndicat patronal et il a signé récemment une trêve de 10 ans sans consulter ses membres. Les syndicats existent presque uniquement pour promouvoir la carrière de leurs bonzes permanents qui forment maintenant une hiérarchie privée très fermée. Ils sont devenus une pépinière d'hommes politiques: beaucoup de ministres social-démocrates, de hauts fonctionnaires sont des ex-leaders de L.O. Au sein d'un état corporatiste le syndicat dispose ainsi d'un pouvoir considérable dans la machinerie gouvernementale.

A 1.400 Km de Stockholm, les mineurs de KIRUNA ressentent ces structures comme une seule et même bureaucratie à laquelle il faut obéir. Au cours de la grève, des dirigeants syndicaux se firent traiter de salauds, de cochons-capitalistes, de valets des dirigeants: "de temps en temps ils viennent ici, mais

c'est seulement pour aller dîner avec les patrons de la compagnie". L'organisation syndicale des mineurs est tellement centralisée, que la région de Kiruna, qui pourtant regroupe 43% de l'effectif du syndicat des mineurs n'a aucun représentant à Stockholm, dans la direction du syndicat.

Cahiers de mai (Juin 70):

"Le courant gauchiste n'est donc pas une abstraction d'intellectuels. Au contraire. C'est une réalité vivante s'exprimant quelquefois d'une manière violente. C'est la manifestation concrète de la révolte actuelle, avec sa spontanéité, ses erreurs, son audience. Et de plus en plus, les organisations syndicales paraissent incapables de contrôler tout à fait ces "éléments barbares", ou bien sont contraintes, durant des semaines de guérilla à l'intérieur des entreprises, de faire de la surenchère apparente pour reprendre les travailleurs en main".

Les ouvriers (livre de Ph. Gavi, avril 70, éd. Mercure de France):

"... Beaucoup de ces représentants syndicaux, à leur grande stupeur, se sont aperçus que la masse ouvrière n'était pas aussi endormie qu'ils le croyaient. Ils ne sont pas des "mandarins" pleutres, corrompus et bureaucrates comme le croient certains ignorants des réalités de l'usine et, systématiquement antisindicalistes, mais des militants conditionnés depuis longtemps par une pratique théorique erronée".

E. MORMICHE

REPRESSION PATRONALE Â BORDEAUX:

Les établissements CASTELVIN de Bordeaux, appliquent sans nul doute ce qu'ils entendent par le terme "nouvelle société" - cher aux citoyens Delmas, alias Chaban. En fait, la direction de Castelvin ne s'embarrasse pas de complexes quant il s'agit de licencier un militant syndicaliste. Même en forgeant un prétexte de toutes pièces. Ainsi, mettant à profit un malentendu sur la date de rentrée des congés payés: ayant repris le travail le 31 août au lieu du 30, notre camarade CAYO-HERRERO, délégué syndical et du personnel CGT a été congédié sur le champ, avec deux autres de ses camarades, sans explications possible.

Quel comble est atteint, c'est lorsque la direction a le culot de faire voter l'approbation de ces licenciements par le comité d'entreprise, composé de délégués soit-disant "indépendant" (indépendant envers n'importe quoi, sauf envers le patron, évidemment). Bien sûr ce ramassis de lavasse s'est empressé d'approuver le licenciement. Lâche et salope...- jusqu'au bout voyons! Surtout ne pas mécontenter le patron, jamais.

Il faut dire qu'en mai 68, la spontanéité soufflait mollement chez Castelvin. Si mollement d'ailleurs que les ouvriers de l'usine voisine, la SAFT (accumulateurs électriques) furent contraints d'entrer en force chez Castelvin et de virer tout le monde dehors.

Malgré tout, notre camarade CAYO mit l'événement à profit pour négocier un accord fort honorable, probablement le meilleur accord signé à cette époque dans tout le pays quant à cette branche professionnelle.

Comme il est d'usage la juridiction prud'homale est saisie. Sans préjuger de l'arrêt, il est probable que Castelvin sera condamné à indemnités et dépens, tant la manoeuvre est flagrante. Mais le militant sera éliminé. Et le troupeau qui reste dans la boîte courbera la tête un peu plus.

Mais le tableau ne s'arrête pas là? Notre ami, âgé de 58 ans a fort peu de chance de trouver un autre travail. Pour peu que le téléphone fonctionne entre la nouvelle boîte - s'il en trouve une - et Castelvin...

Chacun de nous imagine le reste.

Néanmoins, nous sommes quelques uns pour qui le terme de solidarité n'est pas dénué de sens. Que notre ami CAYO en soit assuré.

Gérard ESCOUBET

DE LA PRESSE PARALLELE...

1 - Introduction:

Une presse qu'on peut qualifier "de parallèle" (tout en sachant que le pouvoir des mots a toujours été produit jusqu'à présent par notre société capitaliste) existe en France. Elle existe et survit grâce au dévouement de ses fondateurs, à la générosité de ses lecteurs (pas toujours) et au courant de sympathie qui l'entoure. Cependant si cette presse existe, elle a des moyens de survie très limités et on voit de temps à autre une publication disparaître faute de moyens financiers bien souvent. Bien sur d'autres renaîtront et disparaîtront.

Voilà le problème et il me semble qu'il faut tenter de ce côté un effort d'analyse et de synthèse de façon à ouvrir des pistes de travail -si pistes il y a - Cette étude n'a pas d'autre prétention. L'étude porte sur 60 revues, sur un total de plus de 200 (ouvrons une parenthèse: c'est *L'Hespéride*, numéro spécial, qui a publié un annuaire de la presse parallèle en donnant la définition suivante: "*Une presse formée d'une multitude de petits périodiques non conformistes, traitant les sujets les plus divers... nous considérons comme appartenant à la presse parallèle tout périodique multi-graphié quel que soit le chiffre de son tirage et tout périodique imprimé d'un tirage inférieur à 3.000 exemplaire, non distribué par messageries*".

En gros, l'étude est conforme à ce schéma:

Schéma traditionnel: moyens financiers = argent: apports des fondateurs; formules: abonnements souscription, cotisations, don, publicité (2 revues sur 60), etc... ; articles fournis soit par les fondateurs soit par les lecteurs ou apparentés; du matériel: donc des gars pour le faire fonctionner (j'élimine pour le moment, autorisation, siège social, etc...). Ce qui donne le tableau suivant:

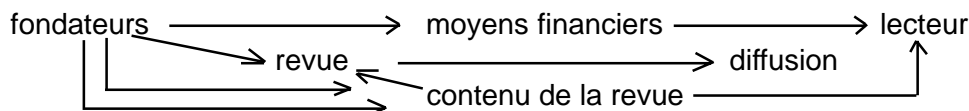
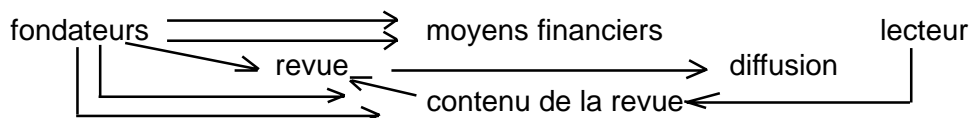


Schéma un peu moins traditionnel: dans ce cas la revue est gratuite, les fondateurs s'engagent à verser telle somme tous les mois de façon à couvrir les frais d'impression et de diffusion du bulletin et assurer sa gratuité; d'où le schéma:



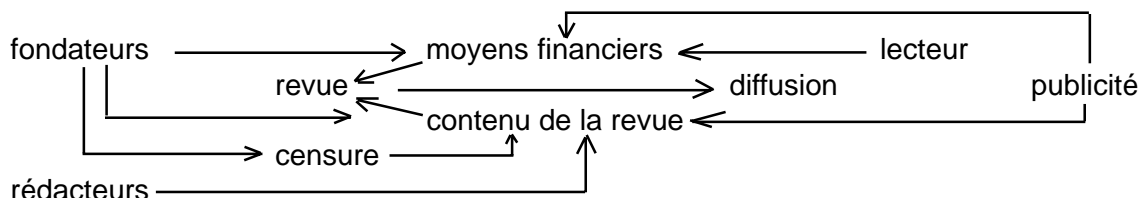
Dans ce cas il y a très peu d'articles de lecteurs bien qu'il y ait des contacts individuels.

Autre possibilité: les fondateurs se chargent seuls du contenu de la revue.

Remarques: presque toutes les revues s'accordent pour laisser une place au lecteur. On lui demande de participer mais en leur précisant que la revue du fait de ses moyens financiers a des limites. .

Cependant certaines publications affirment que "*la liberté d'expression n'est limitée que par la loi du 29 juillet 1881 sur la presse*" (reconnaissance directe de la notion de légalité bourgeoise)

Comparaison avec un journal de la presse bourgeoise:



Mise à part la publicité intervenant dans le contenu et les moyens financiers et les informateurs (journalistes rétribués etc... le schéma est le même entre les deux presses. Qui donc est le bourgeois?

Utilisant des moyens financiers pour leur existence elles utilisent de l'argent donc de la monnaie. La presse parallèle obéit alors au schéma suivant:

elle achète ==> transforme ==> vend: ça rappelle quelque chose...

Du point de vue de la monnaie la presse parallèle contribue à la survie du capitalisme par l'utilisation de ses moyens (le problème est effleuré superficiellement, il faudrait le cerner à partir de la notion "capital", voir s'il y a bénéfice etc... et toutes les opérations boursières qui en découlent).

Difficultés d'existence des revues:

a- des moyens financiers: il faut du papier, de l'encre, stencils ou composteurs et casses, machine à écrire, imprimerie ou machine, un éditeur ou un imprimeur; souvent main d'oeuvre bénévole; pour toutes ces choses il faut passer par des producteurs capitalistes, d'où de nombreuses difficultés sans compter celles qui sont idéologiques quand par exemple le contenu d'une revue défend un socialisme à économie distributive alors que la revue utilise des moyens capitalistes pour survivre (monnaie, CCP, légalité, etc...); conséquences: précarité de la presse parallèle.

Elle est soumise à tous les aléas du marché capitaliste: augmentation du prix du papier, des envois postaux, dévaluation, donc de la politique. La liberté d'expression est conditionnée par la finance. La presse parallèle n'en a que très peu conscience. Certains journaux et revues de format identique, de contenus différents, d'un même nombre de pages ont des prix différents. Est-ce le contenu qui fait le prix?

Les revues ne peuvent accepter la publicité comme porte de secours (seules, deux revues sur 60 l'utilisent) d'où: pression politique, pression économique, pression morale (exemple publicité); contradiction entre contenu et existence: utilisation de la monnaie (voir plus haut), peut-on faire autrement? c'est à voir... la monnaie reste l'auxiliaire du capital tel qu'on le conçoit dans une économie de marché. De même la presse parallèle en restant dans la légalité (pas toujours) c'est à dire en demandant autorisation de publication, etc... , contribue à confirmer l'existence de la légalité de la loi, alors que la loi on le sait bien est injuste avant tout. Dans ce cas là aussi la société capitaliste existe parce que l'on contribue à son existence. Peut-on penser que la révolution puisse se faire par des "moyens légaux"? Cela dit, je ne tiens nullement à ce que la presse parallèle se saborde. Mais ne se composerait-elle pas comme une petite bourgeoise style 19ème? Manquerait-elle de créativité dans le domaine technique? Si elle veut substituer une autre société à la société capitaliste ne devrait-elle pas employer d'autres moyens que ceux de la dite société;? précarité des moyens d'impression: mis à part quelques revues bien "approvisionnées", l'indépendance est conservée, mais à quel prix? Il faut acheter la Gestetner (parfois à crédit) la machine à écrire etc... A qui s'adresser sinon à une société capitaliste dont l'impératif est de vendre et non de faire du sentiment révolutionnaire. La presse parallèle pratiquerait-elle l'art du compromis en ayant conscience? Je ne le pense pas sachant les difficultés. Une étude plus approfondie sur les techniques d'impression et leurs difficultés dans la presse parallèle nous serait bien utile.

b- la lecture: le lecteur à payé son abonnement et reçoit la revue tous les mois ou toutes les semaines, cela sans importance. A partir de ce moment où va se situer l'action du lecteur? La lecture constitue-t-elle le point de départ ou un point d'arrivée pour l'action? En général je lis ma revue et c'est tout, seul mon comportement individuel est concerné. Mon action se limite à la lecture. Il n'y a pas à partir de la lecture d'épanouissement dans un groupe. Certaines revues ont compris le danger et disent : "Quand tu a lu ce bulletin, passe-le". Pourtant une ambiguïté demeure . S'agit-il de passer la revue pour diffuser les idées qu'elle contient et convaincre par la magie de la lecture ou bien s'agit-il à l'aide des idées d'amener une possibilité de dialogue avec les camarades.

Autrement dit faut-il considérer la revue et les idées qu'elle contient comme un but ou comme moyen révolutionnaire (dans ce cas dialogue d'où possibilités d'actions pratiques et non théories figées). Marqués profondément par l'éducation que la société nous a donnée notre conscience répugne ou refuse à

dialoguer avec les camarades. Passer une revue? peut-être ... discuter ? Plus tard on verra!

C'est une fuite en avant. Si j'achète le monde ou tout autre journal vais-je en discuter avec mon voisin? Non, je le laisserai trainer sur un fauteuil et le lendemain les "poubelleurs" s'en chargeront. En aurai-je fait un instrument de travail? en aurai-je répertorié ce qui m'intéresse, de façon à retrouver rapidement ce dont j'ai besoin? Non, la société ne m'a pas préparé à ce genre de chose, le lecteur de la presse parallèle se conduirait-il en acteur bourgeois? Il serait peut-être intéressant de rechercher les racines psychologiques de notre conditionnement de ce point-de-vue là.

Parfois en lecteur assidu, je réagis différemment, je porte la bonne nouvelle, et d'expliquer aux camarades de l'usine ce qui s'est passé ailleurs: "je l'ai lu sur tel...". On parle de contrôler l'ORTF? Mais dans ce cas l'information est-elle contrôlée? Faire confiance? Mais le camarade à qui on explique peut-il faire confiance à une revue qu'il ne connaît même pas et qui ne tire qu'à quelques centaines d'exemplaires, alors que le journal local, lui ... N'y-a-t-il pas un certain parti pris dans cette revue?

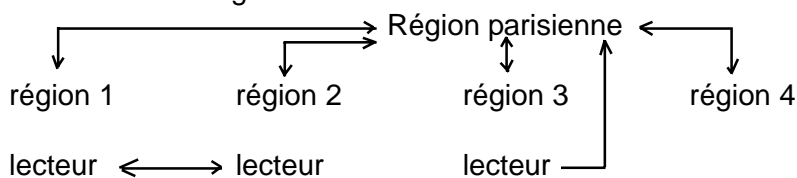
Opposition entre lecture passive et lecture active avant tout la révolution n'est-elle pas une révolution permanente, une objection permanente? Le lecteur peut-il contrôler l'information? n'est-il pas en droit de savoir qu'un article est coupé, faute de place dans la mise en page... que la censure est là elle aussi. Qu'il faut savoir lire entre les lignes, tel passage? Une révolution ne doit-elle pas s'identifier avec tous ces moyens qui forment un grand tout. Un lecteur acteur?

Certes. Il faut y penser sérieusement et ne plus l'identifier à celui de la presse bourgeoise, celui que l'on prévient dans une préface, celui à qui souvent on dit: "tout manuscrit non inséré ne sera pas rendu".

Voyons un autre aspect du lecteur dans ce qui suit

c- centralisation de la presse parallèle: Sur 60 revues, 50 ont leur adresse à Paris, la capitale est à l'image de la France pour ce qui est de la presse parallèle. Serait-elle centralisatrice comme la presse capitaliste?

Comment se font les échanges:



Il y a très peu d'échanges entre lecteurs - d'une même région - pour une même revue, encore moins, pour des revues différentes, encore beaucoup moins pour des régions ou des pays différents. Les échanges se font surtout au siège de chaque revue entre fondateurs mais il n'y a pas de véritable régionalisation ou décentralisation des échanges.

Par ordre d'importance, on demande au lecteur une participation financière, donc de diffusion, échange d'idées, d'articles (vertical).

d - Parlons finances: il n'est pas tenu compte des abonnements de soutien ou autre formule, n'est retenu que l'abonnement annuel le plus bas proposé, échantillonnage sur 54 revues:

Prix annuel	50	38	30	28	24	22	20	18	15	12	10	9	8	7
Nb de revues	1	2	4	1	1	2	6	2	6	7	7	1	2	2
Prix annuel	6	5	4	3		gratuit								publicité
Nb de revues	3	2	1	2		2								2

Après calcul l'abonnement annuel moyen revient à 15 Fr.

e- Comparaisons avec autres journaux (les chiffres cités demandent des précisions) chiffre d'affaire du journal "le monde" (seulement abonnés): 5 milliards A.Fr.; le "canard enchaîné": plus d'un milliard; un petit journal de province: 300.000 A.Fr; l'ensemble de la presse parallèle plus d'1 milliard d'A.Fr, (sans tenir compte des adhésions, soutien, etc...).

En général les journaux de la presse bourgeoise coûtent 50c. Ils ont pour eux la publicité, les tirages très importants mais les charges sont aussi très élevées. Seul le "Canard Enchaîné" n'utilise pas la publicité: 1 N°: 1Fr., Ab.: 32 F. Pour la presse parallèle les prix dépassent largement 50 c. l'exemplaire. Encore une fois il faudrait se pencher plus en avant sur ce phénomène. De même les revues n'utilisent jamais au maximum le poids que leur donne la valeur du timbre poste (envois).

2- Conclusion:

Cette étude est très sommaire et demande d'énormes précisions concernant: les prix, les échanges entre revues, la notion de légalité, etc...

La presse parallèle n'indique presque jamais les moyens techniques dont elle dispose, les trouvailles qu'elle peut faire. Il est peut-être important pour le lecteur de le savoir.

La presse parallèle se met-elle suffisamment à la portée du lecteur financièrement. Ne peut-on pas adopter un abonnement selon les ressources dont on dispose comme le font déjà certaines revues.

L'abonnement tel qu'il est présenté étant un moyen capitaliste ne pourrait-on pas trouver une autre formule?

Les revues sont très peu internationales, très peu publient des articles en langue étrangère ou en espéranto.

Il existe des constantes dans l'ensemble de la presse parallèle. Ne pourrait-on pas les utiliser comme base de discussion, d'action commune ou bien tenter l'approche d'un fédéralisme?

La presse parallèle manque d'ouverture pratique, elle doit établir de nombreux contacts entre ses différentes publications (pour éviter la théorie des chapelles), entre les différents lecteurs, sortir de son isolement, se créer une autonomie de fonctionnement ou y penser en amorçant l'approche d'un fédéralisme.

Puisse cette étude entraîner de nombreuses discussions.

Roger HESSE.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.
